



JEAN-MARIE HARRIBEY
MATTHIEU MONTALBAN
(SOUS LA DIRECTION)

POLVOIR ET CRISE DU CAPITAL

MARX, PENSEUR DU XXI^E SIÈCLE

LE BORD DE L'EAU

Sommaire

Introduction : Un enjeu de pouvoir

Première partie : Pouvoir et organisation dans la pensée marxienne

Alain Bihr : Le capital comme pouvoir

Matthieu Montalban : Capitalisme, pouvoir et organisations : pourquoi le capitalisme est plus qu'une économie de marché

Jacques Bidet : Les partis, entre classes et mouvements

Fabien Tarrit : Marxisme analytique et classes sociales

Deuxième partie : Crises du capitalisme et démocratie

Jean-Marie Harribey : Marx, un spectre qui hante le capitalisme : la crise de la marchandisation du monde

Michel Zerbato : Qui a le pouvoir ? Qui gouverne ? Le néolibéralisme contre la démocratie

Michel Cabannes : La régression démocratique de la politique économique

Jacques Luzi : Crise de la dette et/ou du capitalisme ?

Troisième partie : Praxis, transformation sociale et mouvements sociaux

Jean-Claude Gillet : Interrogation sur la notion de praxis dans la pensée marxiste et marxienne

Michel Vakaloulis : Mobilisations sociales et projet politique

Introduction

Un enjeu de pouvoir

Jean-Marie Harribey et Matthieu Montalban

Après une éclipse de plusieurs décennies, due en grande partie à l'échec patent des expériences révolutionnaires du XX^e siècle et à l'effondrement des pays du bloc soviétique qui s'en réclamaient, la pensée de Marx fait de nouveau l'objet d'attention, de relectures, de rencontres et séminaires et de publications nombreuses. Cette tendance ne consiste pas à se livrer à une exégèse savante du texte de Marx, une de plus. Elle confronte l'auteur du *Capital* d'une part à l'histoire des luttes sociales et politiques qui ont arraché au capitalisme des droits et des bribes de richesse, mais sans atteindre l'émancipation, et d'autre part à l'avancée des sciences sociales qui ont été nourries de philosophie matérialiste et qui, en retour, ont aidé le marxisme à sortir d'un déterminisme mécanique.

La crise que traverse le capitalisme mondialisé n'est pas pour rien dans ce regain d'intérêt. Par son ampleur, d'abord : le monde globalisé est concerné. Par sa multidimensionnalité, ensuite : elle touche à l'économie, au social, à l'écologie, au politique. Par son caractère structurel, enfin : elle marque la fin d'un cycle, celui d'un régime d'accumulation financière hors-sol qui pensait pouvoir établir définitivement l'autonomie de la finance par rapport au travail productif, dès lors que tout sur la planète Terre aurait été transformé en marchandise, donnant ainsi raison à la première phrase du *Capital* : « La richesse des sociétés dans lesquelles le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises.¹ »

Cependant, se pencher à nouveau sur l'œuvre de Marx à la faveur, si l'on peut dire, de la crise de ce début du XXI^e siècle ne se réduit pas à rouvrir une nième discussion sur la baisse tendancielle du taux de profit, sa tendance et ses contre-tendances, censées résumer à elles seules toutes les contradictions du capitalisme et donc annoncer la chute imminente de celui-ci. Parce que la crise actuelle du capitalisme n'est pas seulement une crise économique au sens strict, c'est-à-dire une insuffisance de plus-value appropriable par les capitalistes par rapport à leurs investissements. Elle met en jeu l'ensemble des mécanismes d'exploitation, de domination et d'aliénation qui pèsent sur la classe des travailleurs et, au-delà d'elle, sur l'écrasante majorité des populations. En effet, ce qui caractérise le capitalisme dans la phase dite néolibérale, c'est sa double incapacité à satisfaire les besoins sociaux et à concilier marchandisation infinie et limites écologiques. Il s'ensuit une régression démocratique dangereuse parce que, pour tenter de sortir de cette double impasse, le capitalisme est obligé d'imposer, dans les pays du Nord, où les gains de productivité sont devenus faibles, toujours plus d'austérité au mépris de la volonté des peuples, et, dans les pays du Sud et/ou émergents, des formes d'exploitation du salariat proches de l'esclavage.

Prolétarianisation, paupérisation relative assurément et absolue dans beaucoup de cas, marchandisation pour faire reculer toujours davantage la frontière de l'espace de valorisation du capital, recul des droits sociaux et de la protection sociale en même temps que le capital

¹ Marx K., *Le Capital*, Livre I, 1867, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, p. 561.

jouit d'une pleine liberté à s'investir là où ses propriétaires le souhaitent, dérive autoritaire, tout concourt à centraliser propriété et pouvoir entre les mains d'une minorité et à faire des États des instruments de classe extrêmes, réussissant presque à faire mentir la maxime célèbre d'Engels : « Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'"ordre" ; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'État.² »

La force de Marx est moins dans la description minutieuse du capitalisme qu'il a sous les yeux au milieu du XIX^e siècle en Angleterre, en France ou en Allemagne que dans l'appareil conceptuel qu'il forge ou qu'il rend cohérent à partir de matériaux épars laissés par ses prédécesseurs, et qui permet de rendre compte du modèle abstrait du capital. C'est un idéal-type, au sens de Weber, du capitalisme que propose Marx dès les premières pages du *Capital*. Ainsi, *valeur d'usage*, *valeur d'échange*, *valeur*, *marchandise*, *exploitation de la force de travail*, *surtravail*, *plus-value*, *accumulation*, *crise*, *fétichisme* de l'argent et des rapports sociaux, *aliénation*, autant de concepts qui gagnent en pertinence au fur et à mesure que le capitalisme se rapproche de son modèle « chimiquement » le plus pur, le plus abstrait, visant à tout subsumer pour le transformer en valeur. Est-ce à dire que « toute activité sociale a acquis le caractère de production³ », dans la mesure où la production se définirait ainsi : « La production ne doit plus en effet s'entendre en termes purement économiques, comme production de biens matériels, mais comme production de biens "intangibles" et "immatériels" (connaissances, communication, relations affectives, etc.) ; de ce fait, elle devient de plus en plus production de nouvelles "formes de vie".⁴ » ? Ou bien s'agit-il d'une nouvelle forme de fétichisme faisant disparaître tout fondement au concept de travail productif pour donner libre cours à tous les mythes sur la fécondité du capital ou de la sphère financière, tous lieux excepté celui de l'entreprise capitaliste où se noue le rapport travail-capital, légitimant ainsi la prise de pouvoir intégrale par les actionnaires, les banques ou les banques pour les actionnaires derrière l'euphémisme des « marchés financiers » ? Qu'est ce qui l'emporte : la dilution du capital ou sa concentration, l'effacement de la frontière de classes ou son renforcement au rythme de la polarisation de la richesse et du pouvoir ? Quelle est la tendance dominante : la corrélation entre capitalisme et démocratie, entre régulation par le marché et responsabilité individuelle, ou bien entre marchandisation et exclusion du plus grand nombre des lieux de décision et de la compréhension des enjeux sous-jacents ?

À partir de ces questions et de beaucoup d'autres, le présent ouvrage rassemble quelques-unes des contributions qui furent présentées lors des différentes « Rencontres sur l'actualité de Marx » organisées depuis quatre ans par « Espaces Marx Bordeaux-Aquitaine » à l'Institut d'études politiques de Bordeaux. Ces contributions sont articulées autour de trois parties. Parce que les questions du pouvoir, de l'État, des classes, des rapports entre capitalisme et marché sont parmi celles que Marx a mises en chantier mais a laissées en suspens, la première partie porte sur le pouvoir et l'organisation dans la pensée marxiste. Suit une deuxième partie qui se penche sur la crise actuelle du capitalisme et ses conséquences sur la démocratie et le mode de gouvernement des sociétés soumises aux soubresauts chaotiques de l'accumulation financière. Enfin, la troisième partie revient sur la praxis – mariage entre la pensée et l'action humaine – et les mouvements sociaux qui n'ont pas abdiqué de l'ambition de transformer démocratiquement la société.

² Engels F., *L'origine de la famille, de la propriété et de l'État*, 1884, Paris, Éd. sociales, 1971, p. 156.

³ Dardot P., Laval C., Mouhoud E.M., *Sauver Marx ? Empire, multitude, travail immatériel*, Paris, La Découverte, 2007, p. 19.

⁴ *Ibid*, p. 19.

Comme le montre Alain Bihr, Marx est bien armé pour analyser le concept de pouvoir. Ainsi, le concept de capital permet d'appréhender théoriquement le pouvoir, même si la notion est plus implicite qu'explicite chez Marx. Il apparaît comme « puissance sociale aliénée », en cela qu'il subordonne l'ensemble du procès de travail et l'ensemble de la puissance sociale à ses propres fins, et rendant ainsi la finalité de la société de plus en plus étrangère aux travailleurs. Ce pouvoir du capital vient en partie du fait qu'il est « une médiation sociale autonomisée », argent produisant de l'argent, valeur prise dans un mouvement de valorisation, en somme, pour prendre une expression plus courante : « pouvoir d'achat », et donc d'appropriation. Le capital devient réification de la communauté humaine. La forme spécifique que prend le pouvoir capitaliste est d'être largement impersonnel et abstrait, fondé sur la réification des rapports sociaux et le mouvement abstrait de l'argent capitaliste.

Matthieu Montalban montre ensuite que l'appréhension du capitalisme par Marx implique de distinguer deux formes de divisions du travail différentes, par lesquelles le pouvoir du capital est véhiculé : l'organisation (hiérarchie), qui est caractéristique de l'entreprise ou de l'État, et le marché, ces deux formes sociales complémentaires étant nécessaires à l'extraction de la plus-value. Le capitalisme ne peut donc s'appréhender comme une simple économie de marché. Mieux, dans le capitalisme, il est nécessaire d'appréhender les relations complexes entre le marchand et le non-marchand, au travers des différentes institutions et organisations qui encadrent et reproduisent les rapports de production capitalistes. Les travaux marxistes peuvent ici être complétés par certains travaux institutionnalistes, comme ceux de Michel Freitag ou ceux de la théorie de la régulation, pour comprendre les différentes formes institutionnelles du capital et leurs transformations spatiales et historiques. Dans le stade actuel du capitalisme, la reproduction sociale apparaît de plus en plus dominée par des organisations privées, au premier rang desquelles les sociétés anonymes et multinationales, qui concurrencent directement les États dans la production institutionnelle et la régulation des comportements. La question des formes de démocratisation des entreprises et des différents régimes politiques apparaissent alors comme des enjeux centraux pour appréhender le changement social.

Dans une perspective très complémentaire, Jacques Bidet montre le rôle central des concepts d'organisation et de marché pour comprendre la Modernité, les classes sociales et les partis politiques. Organisation et marché sont deux modes de coordination rationnels du travail. La Modernité est définie comme l'époque où les États cherchent à articuler ces deux types de médiations. La structure de l'État-nation est inséparable de celle d'un système-monde et d'une structure de classes, définie par l'organisation et le marché. Nos régimes politiques sont devenus des oligo-démocraties, le personnel politique étant recruté dans les deux pôles de la classe dominante, à savoir la finance d'un côté, très bien représentée à droite du spectre politique et qui représente le pôle « marchand » de la Modernité, et de l'autre côté, à gauche par « l'élite » ou les compétents, représentant le pôle organisationnel de la Modernité. À l'opposé, se trouve une classe fondamentale, dominée, qui représente l'immense majorité de la population. La difficulté pour la classe fondamentale est qu'elle est clivée en groupes sociaux (la conscience de classe n'étant pas une donnée) et qu'elle doit trouver, dans son positionnement à gauche, un moyen de briser l'unité de la classe dominante en s'appuyant sur le pôle des « dirigeants-compétents », donc de l'organisation. Le parti de l'alternative, à la différence des partis des classes dominantes qui se constituent sur l'ordre capitaliste, doit se construire à partir du désordre engendré par les injustices et le mouvement. La Modernité passe à un stade d'ultimodernité, où la constitution d'un État-monde se fait via l'unification par la finance et le néolibéralisme, qui déconstruisent l'État social. L'enjeu pour

la classe fondamentale est alors de (re)construire une alliance populaire avec l'élite à l'échelle de l'humanité.

Fabien Tarrit, dans une contribution théorique, critique quant à lui les apports du marxisme analytique dans l'appréhension des classes sociales. Ce mouvement anglo-saxon, en s'inspirant à la fois des outils de la théorie économique dominante (théorie des jeux, analyse des choix rationnels...) et pour certains du structuralisme althussérien, a cherché à renouveler un certain nombre d'analyses marxistes des classes sociales. L'enjeu de ces approches est à la fois de confirmer un certain nombre de résultats marxistes en modernisant les outils, et de rendre compte de certaines évolutions du capitalisme, considérées éventuellement comme problématiques pour le matérialisme historique, notamment l'émergence de « classes moyennes » ou du système soviétique. Cela a donné lieu à une redéfinition du concept d'exploitation et des réflexions sur sa portée normative ainsi que de nouvelles taxonomies des classes sociales. Un certain nombre de résultats originaux ont pu être produits, notamment que le socialisme n'est pas inéluctable et qu'il est marqué par des formes d'exploitation spécifiques. Mais, comme l'indique Fabien Tarrit, ces approches ont peu à peu laissé de côté l'historicisme pour produire une sociologie des classes et des transformations du capitalisme peu opérationnelle, qui tend à être plus réformiste que révolutionnaire. En suivant l'auteur, on peut s'interroger sur la « plus-value » analytique véritable de ce marxisme analytique, par rapport au modèle marxien originel, et si le choix des outils « de l'ennemi » (la théorie néoclassique), ne pouvait aboutir qu'à ces résultats.

Jean-Marie Harribey développe ce point dans sa contribution à partir de l'idée que les outils marxistes sont particulièrement opérationnels pour analyser la crise. La théorie marxienne de la valeur permet en effet de comprendre dans un même mouvement trois dimensions de la crise du capitalisme : tout d'abord, la crise financière manifeste l'écart croissant entre la valorisation financière du capital et la création de valeur réelle par le travail dont rend compte ladite loi de la valeur ; ensuite, les processus de marchandisation, d'aliénation et d'exploitation du travail s'étendent et se renforcent ; et, enfin, la crise écologique, qui n'est qu'un avatar de la marchandisation de la nature et de la logique d'accumulation du capital, rappelle l'impossibilité d'une accumulation infinie. Plus que jamais avec la crise, le spectre de Marx hante le capitalisme...

Les contributions de Jacques Luzi, Michel Cabannes et Michel Zerbato analysent plus concrètement comment les modifications des politiques économiques des États capitalistes depuis trente ans, à savoir le néolibéralisme, tendent à annihiler la démocratie au profit des classes dominantes du capitalisme. La contribution de Michel Zerbato permet de construire un pont entre les contributions de Jacques Luzi et Michel Cabannes, et les contributions de la première partie. En effet, Michel Zerbato montre combien la montée du néolibéralisme et de la finance ont à voir avec l'évolution des rapports entre salariés, capitalistes et classe bureaucratique (celle que Jacques Bidet appelle dans sa contribution « l'élite » des dirigeants-compétents). La démocratie apparaît nécessaire au fonctionnement du capitalisme, pour gérer les conflits de classe et assurer sa reproduction. Mais la démocratie est de plus en plus gérée par la bureaucratie, qui en temps de crise passe d'une gestion keynésienne à une gestion néolibérale, pour aller dans le sens des rentiers. Cette crise est la conséquence de la baisse tendancielle du taux de profit, contre laquelle la gestion keynésienne finit toujours par buter. Michel Zerbato présente alors les différentes tendances du néolibéralisme. Il démontre alors que la crise actuelle de la zone euro est la conséquence de sa constitution même, qui est une application des préceptes ordolibéraux (une monnaie apolitique gérée par une banque centrale indépendante, l'impossibilité d'ajuster les changes entre nations et la contrainte juridique pour les États d'assainir leurs finances publiques), et l'impasse de la gestion bureaucratique de cette crise, à savoir les solutions inventées par la Troïka (Fonds monétaire international,

Banque centrale européenne, Commission européenne). Il défend ainsi l'idée d'une république sociale.

Michel Cabannes, dans une perspective complémentaire à ces deux contributions, analyse quant à lui comment les instruments de la politique économique se sont progressivement éloignés du contrôle démocratique sous l'effet de l'idéologie néolibérale. La politique économique est devenue de plus en plus contrainte, sous l'effet de la libéralisation des marchés, de la globalisation, de contraintes institutionnelles et de la puissance des grandes entreprises multinationales (financières et non financières). Michel Cabannes montre ainsi les rôles du « constitutionnalisme » néolibéral et la crise des finances publiques, pour contraindre constitutionnellement la politique économique et la vassaliser de plus en plus aux intérêts des marchés par une gestion anti-démocratique.

Selon Jacques Luzi, trois grandes phases du capitalisme se sont succédé, qui recourent largement la classification de Michel Zerbato : capitalisme du « laissez faire », typique d'un monde libéral, puis un capitalisme « mixte », caractéristique d'un compromis keynésien ou fordiste marqué par l'intervention de l'État pour dépasser temporairement certaines des contradictions du capitalisme du « laissez faire », à la période actuelle marquée par un capitalisme néolibéral. Le passage au capitalisme néolibéral s'explique par les contradictions du capitalisme « mixte », qui engendrait mécaniquement une hausse du poids des dépenses et prélèvements sociaux. De plus, les palliatifs keynésiens apparaissaient incapables d'empêcher la stagnation. L'auteur décortique alors le travail politique et idéologique des néolibéraux et de la politique de la « caisse vide », qui ont mené à la régression de l'État-Providence et la crise de l'endettement public. Plus que jamais, la crise de la dette doit être comprise comme crise du capitalisme. Si pour le moment, aucun mouvement social selon l'auteur ne semble en mesure d'abolir le capitalisme, il n'en demeure pas moins qu'il sera nécessaire à la fois de s'attaquer à la logique d'accumulation qui conduit à la crise écologique, et à la logique technicienne voire technocratique de l'État qui a partie liée avec le capital. Cette conclusion doit évidemment être mise en rapport avec celle de Jacques Bidet sur la nécessaire alliance entre compétents et la classe fondamentale.

Après avoir analysé les crises et les sources du pouvoir du capital, il apparaissait logique de terminer cet ouvrage en s'intéressant aux concepts permettant d'appréhender le dépassement du capitalisme. Pour sa part, Jean-Claude Gillet analyse le concept de praxis chez Marx. Ce concept, souvent oublié par les lectures trop structuralistes et déterministes, permet de dépasser l'opposition entre pensée et action, voire entre savoir et action. La praxis apparaît à la fois comme production, qui s'appuie sur des conditions déterminées, mais qui est en même temps création. Par la praxis, l'homme produit et se produit lui-même, comme il développe sa conscience de soi. L'auteur montre les relations complexes entre praxis, discours, idéologie et connaissance, et les apports des travaux postérieurs à Marx sur la question. Cette analyse de la praxis amène naturellement à la difficile question de l'articulation entre théorie et pratique révolutionnaire et d'une organisation en parti (ou toute autre forme de mouvement politique) qui permette de dépasser la vision du parti « avant-garde » pour aller vers un parti intégrant pleinement la dimension « praxique ». On retrouve à nouveau la lancinante question de l'organisation, déjà évoquée par Jacques Bidet. Comme le dit Jean-Claude Gillet : *« Ce parti (faute pour le moment d'une autre notion) devrait respecter le développement de cette conscience autonome par l'expérience réfléchie et le discours spécifique d'un parti ne peut ni être réduit au rôle de simple reflet de la pensée et de l'action des masses, ni être pensé comme celui de simple capteur à son bénéfice des mouvements sociaux. L'organisation doit être à la fois lucide, critique, attentive, complice et modeste en même temps autour de l'innovation sociale, culturelle, politique en construction. »*

Pour terminer, la contribution de Michel Vakaloulis analyse la forme prise par les mouvements sociaux dans le contexte actuel de la crise du capitalisme et de la Modernité. Il développe plusieurs hypothèses. Parmi elles, la crise déstabilise le néolibéralisme et recompose les représentations collectives. Les mouvements de contestation qui émergent dans cette situation apparaissent trop limités et éclatés pour constituer un pôle capable d'assumer une confrontation globale majeure avec les forces adverses. Cela rend nécessaire une réflexion sur l'engagement susceptible de rendre effectif un projet politique progressiste.

C'est en tout cas la modeste ambition de cet ouvrage d'y contribuer en rassemblant des contributions diverses mais unies par le même souci de renouveler les problématiques dans une période où le capitalisme révèle à grande échelle son incapacité intrinsèque à répondre aux besoins humains.